

Unité départementale du Littoral
Rue du pont de Pierre
CS60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 03/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BAUDELET SAS

271 rue du Meunynck
59140 Dunkerque

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G4\BAUDELET Eco
tri_Dunkerque_0007005204\2_Inspections\2025 AN REP VHU PC FF
Code AIOT : 0007005204

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/06/2025 dans l'établissement BAUDELET SAS implanté 271 bis rue du Meunynck 59140 Dunkerque. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite se déroule dans le cadre de l'action nationale 2025 "Trafic illégal de déchets" pour les centres VHU et consiste en la vérification des dispositions relatives à la REP VHU ainsi qu'à la traçabilité des déchets dangereux. L'action nationale déclinée en région Hauts de France s'est enrichie de deux autres thématiques, à savoir les dispositions relatives aux fluides frigorigènes et de manière pédagogique les nouvelles dispositions liées au risque incendie.

REP VHU :

La loi AGECE du 10 février 2020 a mis en place de manière opérationnelle une filière à responsabilité élargie des producteurs (REP) pour les véhicules hors d'usage (VHU). Les voitures particulières, les camionnettes, les véhicules à moteur à deux ou trois roues et quadricycles à moteur, relèvent

désormais du principe de responsabilité élargie du producteur, afin d'en assurer la reprise sur tout le territoire. Cela se traduit par une obligation, pour les opérateurs qui réceptionnent et traitent des VHU, d'être en contrat avec un éco-organisme ou un système individuel agréé pour la filière. Cette obligation de contrat s'applique à toutes les installations concernées par la rubrique 2712-1 ainsi qu'aux installations disposant uniquement d'un agrément en vigueur. Cette obligation de contractualisation est en vigueur depuis le 1er janvier 2024.

Traçabilité des déchets dangereux :

Comme toute installation de gestion de déchets dangereux, les centres VHU sont soumis aux dispositions de l'article R. 541-45 encadrant la traçabilité de ces déchets via l'application Trackdéchets. A noter que depuis le 2 décembre 2022, l'exemption de traçabilité qui s'appliquait précédemment aux VHU non dépollués (qui sont des déchets dangereux) a été abrogée. Néanmoins, l'article R. 541-45 du code de l'environnement prévoit toujours que les ménages soient exemptés des dispositions relatives à la traçabilité des déchets dangereux. En pratique, il est donc attendu qu'un BSVHU (bordereau de suivi de véhicules hors d'usage) soit établi pour les VHU issus d'un détenteur non exempté.

Fluides frigorigènes :

Les opérations de dépollution des VHU terrestres sont encadrées par l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 et par l'arrêté du 2 mai 2012 relatifs aux agréments. Elle doivent comprendre obligatoirement le retrait, la récupération et le stockage de l'intégralité des fluides frigorigènes contenus dans les VHU. Pour ce faire, les centres VHU doivent disposer d'une attestation de capacité délivrée par un organisme agréé. De plus, les opérateurs effectuant la récupération des fluides frigorigènes doivent disposer d'une attestation d'aptitude délivrée par un organisme certifié.

Risques accidentels :

Les dispositions réglementaires applicables aux installations de gestion de déchets ont été récemment renforcées afin de mieux encadrer les risques accidentels inhérents à ces installations, au regard de leur part importante dans l'accidentologie des ICPE et de l'augmentation croissante d'événements associés. Ces nouvelles dispositions ont été introduites, pour les installations soumises à enregistrement, par l'arrêté du 22 décembre 2023. Les échéances de mise en œuvre s'échelonnent du 1er juillet 2024 au 1er janvier 2026. Une nouvelle révision des dispositions réglementaires est en cours d'élaboration au ministère. L'action de l'inspection, pour cette visite s'est limitée à présenter à l'exploitant les nouvelles dispositions introduites par l'arrêté du 22 décembre 2023, et à l'informer qu'une action de l'inspection sera prochainement mise en place sur cette thématique.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BAUDELET SAS
- 271 bis rue du Meunynck 59140 Dunkerque
- Code AIOT : 0007005204
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BAUDELET HOLDING exploite le site implanté rue du Meunynck à Dunkerque depuis

2011 sous le régime de la déclaration pour les activités suivantes :

- déchetterie destinée aux artisans, aux PME et aux particuliers (rubrique 2710) ;
- zone d'apport volontaire de ferrailles et métaux (rubrique 2710) et zone de transit, tri et regroupement de ferrailles et métaux (rubrique 2713) ;
- zone de transit, tri et regroupement de déchets non dangereux (rubriques 2714, 2715 et 2716) ;
- installations de transit, tri et regroupement de DEEE (rubrique 2711).

Dans le cadre du développement de ses activités sur le site, un arrêté d'autorisation a été signé le 1er juillet 2022 pour prendre en compte l'augmentation de capacités de certaines activités existantes et la mise en place de nouvelles activités.

Les activités du site sont à présent :

- la déchetterie destinée aux particuliers, aux artisans et PME ;
- la zone de regroupement, tri et transit de ferrailles et métaux ;
- la zone de regroupement, tri et transit de déchets non dangereux avec la mise en place d'une aire de travail à façon ;
- la zone de regroupement, tri et transit de Déchets d'Équipements Électriques et Electroniques ;
- la zone de regroupement, tri et transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes ;
- l'activité de découpe de ferrailles et métaux.
- le prétraitement des Déchets d'Équipements Électriques et Electroniques ;
- le déconditionnement des biodéchets liquides ;
- le broyage de déchets non dangereux ;
- L'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de Véhicules Hors d'Usage, activité objet de la présente visite.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AN25 VHU
- Déchets
- Fluides frigo/SAO/GESF

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant indique qu'il travaille actuellement sur la thématique accidentologie et sur le risque incendie en cohérence avec les nouvelles dispositions introduites par l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023. Il a d'ores et déjà entrepris une démarche mutualisée sur la détection incendie pour l'ensemble de ses sites et a investi son bureau d'étude interne Be Green.

Concernant la filière REP, l'exploitant indique que c'est une démarche nouvelle qui a du mal à se mettre en place et qu'il se pose des questions quand à l'évolution de cette filière.

Enfin, l'inspecteur a rappelé que les arrêtés préfectoraux d'agrément délivrés aux exploitants de centres VHU (et aux broyeurs) continuent de produire des effets après le 1er janvier 2025. Ces arrêtés ne peuvent pas être abrogés sans une décision expresse de l'administration qui doit émaner de la même autorité administrative que celle qui a pris l'acte d'origine. Ces actes ne peuvent donc être abrogés que par le préfet de département.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Obligation de contractualisation	Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26	Sans objet
2	Obligation de reprise sans frais	Code de l'environnement du 02/12/2022, article R. 543-155 (II)	Sans objet
3	Conformité des bordereaux de suivi de déchets	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45	Sans objet
4	Vidange des fluides	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 36	Sans objet
5	Attestation de capacité – fluides frigorigènes	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R. 543-78	Sans objet
6	Attestation d'aptitude – fluides frigorigènes	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R. 543-106	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il n'est pas constaté de non conformité sur les prescriptions examinées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Obligation de contractualisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26
Thème(s) : Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
Prescription contrôlée : I.-Les opérateurs de gestion de déchets ne peuvent procéder aux opérations de gestion des véhicules hors d'usage suivantes que s'ils ont passé des contrats en vue de cette gestion avec les éco-organismes ou les systèmes individuels créés en application de l'article L. 541-10 : 1° La reprise sur le territoire national des véhicules hors d'usage ; 2° La dépollution des véhicules ; 3° Le traitement des déchets dangereux issus des véhicules.
Constats : L'exploitant a contractualisé avec l'éco organisme agréé "Recycler mon véhicule" en date du 04 février 2025. Le contrat est présenté à l'inspecteur et une copie lui est transmise par courriel du 11 juin 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Obligation de reprise sans frais

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/12/2022, article R. 543-155 (II)
Thème(s) : Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les centres VHU réceptionnent sans frais dans leurs installations les VHU qui leur sont remis ou cédés par leur détenteur, y compris le cas échéant un collecteur, quel que soit le producteur, ainsi que ceux relevant des articles L. 541-21-3, L. 541-21-4 et L. 541-21-5 et ceux livrés à la destruction en application des articles L. 325-7 et L. 325-8 du code de la route</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans son installation, l'exploitant réceptionne sans frais les VHU. Il indique avoir reçu très peu de VHU. Depuis ces deux années d'activité il en dénombre 27.</p> <p>L'inspecteur demande à ce que le livre de police lui soit présenté. Le dernier VHU reçu date du 07 juin 2025. Il s'agit d'un modèle peugeot 207 sans climatisation et sans moteur. Le nom du détenteur et son numéro de permis de conduire sont noté.</p> <p>Le poids du véhicule y figure également, 840kg, ainsi que le prix de rachat par l'exploitant, 50,40euros. L'exploitant indique que les VHU sont rachetés au poids et que le détenteur se voit remettre la somme en chèque.</p> <p>L'exploitant réceptionne donc bien les VHU sans frais pour le détenteur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conformité des bordereaux de suivi de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45
Thème(s) : Actions nationales 2025, Traçabilité des déchets dangereux – Trackdechets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p> <p>(...) Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R. 541-42 à un producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place un système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en</p>

application de l'article L. 541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L. 451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce cas, le bordereau est émis par le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel, ou par l'éco-organisme.

Constats :

L'exploitant a connaissance de trackdéchets et l'utilise pour le suivi de ses déchets dangereux. L'exploitant ne remplit pas de BS VHU pour les VHU réceptionnés sur son site. Les VHU sont déposés directement par des particuliers, l'exploitant ne procède pas à leur enlèvement. Ils sont dépollués et passent à l'état de déchet non dangereux. Les fluides dangereux et les pièces polluées issus du VHU font quand à eux l'objet de BSD enregistrés dans la base de données électronique centralisée.

La **traçabilité des VHU non dépollués** par un centre VHU agréé (ou disposant d'un Enregistrement pour la rubrique 2712) doit être réalisée via Trackdéchets comme pour tous les déchets dangereux issus de la dépollution. La **traçabilité des VHU dépollués** par un centre VHU agréé (ou disposant d'un Enregistrement pour la rubrique 2712) est obligatoire selon les dispositions de l'agrément. Mais s'agissant d'un VHU dépollué, donc non-dangereux, il n'y a pas d'obligation d'émettre un BSVHU dématérialisé depuis Trackdéchets. La traçabilité peut donc être en papier et accompagner les VHU dépollués (<https://faq.trackdechets.fr/vhu/informations-generales>). La traçabilité des VHU est assurée par le registre des déchets de l'établissement, conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 31/05/2021. Le registre contient les informations suivantes : date d'entrée, dénomination, nature quantité, provenance, code déchet sortant, transporteur, destination, traitement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Vidange des fluides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 36

Thème(s) : Risques chroniques, Emission de polluants

Prescription contrôlée :

Tous les fluides susceptibles de se disperser dans l'atmosphère, notamment les fluides contenus dans les circuits de climatisation, sont vidangés de manière à ce qu'aucun polluant ne se disperse dans l'atmosphère. Ils sont entièrement recueillis et stockés dans une cuve étanche, dont le niveau de pression est contrôlable.

Constats :

L'exploitant dispose du matériel permettant la vidange des fluides frigorigènes contenus dans les systèmes de climatisation des véhicules.
Vu l'appareil de vidange, la cuve, avec niveau de pression.
L'exploitant indique ne pas avoir reçu de VHU équipé de climatiseur depuis le début de son activité (APAE et agrément VHU du 01/07/2022).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Attestation de capacité – fluides frigorigènes

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2015, article R. 543-78
Thème(s) : Risques chroniques, Produits chimiques
Prescription contrôlée : Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français. (...) Le respect des dispositions du présent article est démontré par la remise d'une copie de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 ou du certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne.
Constats : L'exploitant a présenté, puis transmis par courriel du 11/06/2025, l'attestation de capacité n° 5064677 pour son site situé rue du Meunynck à Dunkerque. Il s'agit d'une attestation de capacité de catégorie V, pour l'activité VHU (Récupération des fluides frigorigènes de systèmes de climatisation des véhicules hors d'usage) délivrée par Bureau Veritas certification le 08/12/2023 pour 5 ans (Elle pourra être suspendue ou retirée avant sa date d'échéance dans les cas prévus aux articles R.543-101 et R.543-104 du code de l'environnement).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Attestation d'aptitude – fluides frigorigènes

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2015, article R. 543-106
Thème(s) : Risques chroniques, Produits chimiques
Prescription contrôlée : L'opérateur satisfait aux conditions de capacité professionnelle lorsque les personnes qui procèdent sous sa responsabilité aux opérations décrites à l'article R. 543-76 sont titulaires : 1° Soit d'une attestation d'aptitude, correspondant aux types d'activités exercées et aux types d'équipements utilisés, délivrée par un organisme certifié ; 2° Soit d'un certificat équivalent à l'attestation d'aptitude mentionnée au 1°, délivrée dans un Etat membre de l'Union européenne et correspondant aux types d'activités exercées et aux types d'équipements utilisés ;
Constats : Les catégories d'attestation d'aptitude pour la manipulation des fluides frigorigènes, sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Catégorie I : Manipulation de fluides frigorigènes pour les appareils de production de froid et de climatisation, notamment les pompes à chaleur.• Catégorie II : Opérations de maintenance, de contrôle d'étanchéité, de mise en service, de récupération et de chargement des fluides frigorigènes.

- **Catégorie III** : Opérations de récupération et de recyclage des fluides frigorigènes.
- **Catégorie IV** : Manipulation de fluides frigorigènes dans les systèmes de climatisation et de réfrigération.
- **Catégorie V** : Opérations sur des systèmes de climatisation de véhicules, engins et matériels mentionnés à l'article R.311-1 du code de la route, notamment contrôle d'étanchéité, maintenance, mise en service et récupération.
- **Catégorie V(vhu)** : Manipulation spécifique pour les véhicules utilitaires ou poids lourds.

Ces catégories précisent le type d'opérations que le personnel est habilité à réaliser, et chaque catégorie nécessite une attestation d'aptitude spécifique délivrée par un organisme agréé.

L'exploitant a présenté à l'inspection, puis lui a transmis par courriel du 11/06/2025, l'attestation d'aptitude de son collaborateur, Nicolas M. , pour la catégorie V. L'attestation a été délivrée le 05/12/2022 par le GNFA.

Type de suites proposées : Sans suite